

LA NÉCESSITÉ DE LA RÉFORME DU SYSTÈME DE RETRAITES DANS LE CONTEXTE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE TRANSITION

Chargée de cours Georgeta MODIGA
Université "Danubius" de Galati

Rezumat: Schimbările survenite într-o economie și, implicit, în societate până la atingerea unui prag esențial, nu se mai pot repeta de o manieră obiectivă, ele fiind expresia unui proces unic în istoria economiei universale, respectiv "tranziția de la plan la piață". Singurul element demn de luat în considerație este numărul de ani până la atingerea masei critice, el putând să dea indicații asupra naturii procesului de tranziție și în consecință asupra stadiului în care se află refacerea tendinței spre economisire/investire la momentul atingerii masei critice.

Demersul economic și deopotrivă istorico-paradigmatic realizat în articolul de față, demonstrează că există mai multe etape pe care o economie, ce a trecut prin experimentul planificării centralizate, trebuie să le parcurgă, pentru a putea reveni, pe de o parte la nivelul de dezvoltare instituțională (din punct de vedere al instituțiilor unei piețe libere), iar pe de altă parte, spre a se apropia gradual de nivelul de dezvoltare curent al țărilor industrializate (colocvial occidentale, înțelegând prin aceasta atât Europa de Vest, cât și S.U.A. și Canada).

Cuvinte-cheie: indice de liberalizare, economie capitalistă, tranziție, evoluție, fond de pensii

Abstract: The changes that occur in an economy and, implicitly, in a society by striking a key threshold, that can not be repeated objectively, as they are the expression of a unique process in the history of the universal economy that is "the transition from plan to market". The only element worthy to be taken into consideration is the number of years until achieving the critical mass, that is able to give indications on the nature of the transitional process and consequently on the state where the recovery of the trend towards savings / investment, at the moment of attaining the critical mass.

The economic measure, both historical and paradigmatic accomplished in the article in question, proves that there are several steps that an economy has to cross, in order to come back, and that is, on the one hand at the level of institutional development (in terms of institutions of a free market), and on the other hand, for

coming gradually closer to the current level of development of industrialized countries (colloquial Western being implied both Western Europe the U.S. and Canada).

Keywords: *index of liberalization, the capitalist economy, transition, development, pension fund*

Durant la seconde moitié du siècle, sous l'influence des changements indépendants de la volonté nationale, l'économie a subi l'expérience de la centralisation, qui s'est étendue sur une cinquantaine d'années (autrement dit, à peu près la même période dont on a eu besoin pour mettre sur pied l'économie capitaliste et en atteindre la maturité) et qui a balayé tout élément de l'économie de marché, amenant pratiquement le pays au bord de la faillite, mise en évidence par le train de vie de la population.

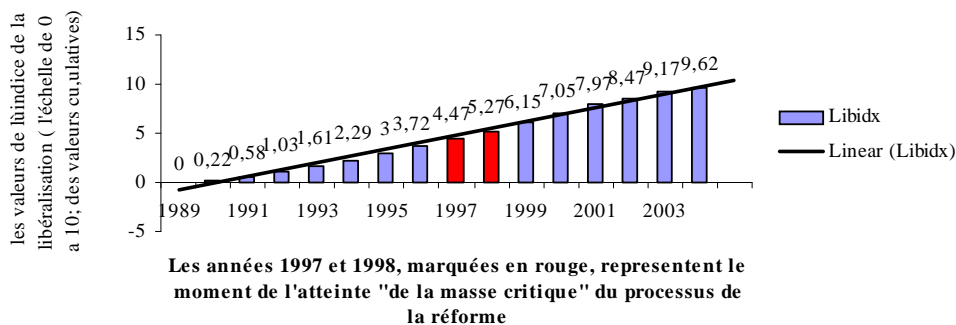
A la fin de 1989, la situation de la Roumanie révélait le paradigme de la transition, que Jean François Revel avait énoncé: „*Lorsqu'un pays sort du communisme, il n'est plus au niveau de développement du début, mais à un niveau beaucoup plus bas.*”

À l'échelle de l'indice de libéralisation, construit par la suite par les chercheurs De Mello, Denizer et Gelb pour la Banque Mondiale, afin de mesurer le progrès dans la transition du plan au marché, le niveau de la Roumanie était à zéro.

Lorsqu'une économie sort du communisme, elle doit traverser une „*zone déserte*” qui équivaut à une perte brutale de produit final (out-put ou baisse du PIB, aussi bien en termes absolus que relatifs) ce qui veut dire nécessairement que le mécanisme économique rejette les éléments non-fonctionnels, accumulés le long des décennies de planification centralisée, qui ne sont pas en mesure de réaliser des out-put en termes de services et de produits qui soient capables de répondre aux exigences réelles du marché, chose très importante, essentielle même, dans le fonctionnement libre de tous les prix de marché.

La Roumanie a essayé, de 1993 à 1996, de ranimer son ancien stock de capital, ce qui a entraîné une croissance économique inflationniste, dans la situation où beaucoup de prix étaient encore sous contrôle. De cette manière, les déséquilibres structurels de l'économie se sont aggravés, ce qui a imposé pratiquement une nouvelle libéralisation des prix, quasi-totale cette fois-ci, et un dernier pic d'inflation, vite suivi de l'atteinte de la masse critique pendant la période de 1997 à 1998 (les valeurs de l'indice de libéralisation étant de 4,47 et respectivement 5,27). Même si, du point de vue économique, tout cela signifiait l'épuration de l'économie de tous les résidus de la planification centralisée, du point de vue social, elle a entraîné une économie de subsistance, favorisée aussi en Roumanie par le facteur naturel, propice à l'agriculture, ce qui a permis la prolifération des petites fermes familiales, grâce à la reconstitution des droits de propriété, mais qui a servi aussi de refuge face aux adversités économiques de la transition de type „stop and go”.

**L'evolution de l'Indice de Libéralisation
(la mesure du progrès dans la transition "du plan au marché")
entre 1989-2004 pour la Roumanie**



Quelque temps qu'il dure, - bien que, comme nous l'avons déjà dit, les périodes dépassant 4-5 années soient contraproductives, - l'intervalle de temps écoulé entre la sortie de l'économie planifiée centralisée et l'atteinte de la masse critique représente une période marquée par des évolutions sans réitération. Les procédés auxquels ont recours l'économie et implicitement la société avant d'atteindre ce seuil essentiel, ne se reproduisent pas de manière objective, étant l'expression d'un processus unique dans l'histoire de l'économie universelle, respectivement "*la transition du plan au marché*"¹.

Autrement dit, les tendances de cette période ne doivent pas et ne peuvent pas être extrapolées, ne pouvant pas servir comme fondement d'une prédiction. Le seul élément digne d'être pris en considération, est le nombre d'années nécessaires pour atteindre la masse critique; cela peut donner des indications sur la nature du processus de transition et, en conséquence, sur le stade dans lequel se trouve la refonte de la tendance vers l'épargne/investissement au moment de l'atteinte de la masse critique. A grand-peine, ce ne sont que les évolutions enregistrées après l'atouchement de ce seuil que l'on peut prendre en considération pour faire des prognoses, étant donné que, après ce moment, on considère que les éléments de l'économie capitaliste sont prépondérants dans l'économie respective et, en conséquence, sont repliquables.

Néanmoins, il faut souligner que les cycles d'affaires, essentiels pour la décision d'investissement, ne font leur apparition qu'à une distance de plus de deux décennies après l'atteinte de la masse critique. Il se produit pratiquement la répétition des évolutions des soi-disant "tigres Asiatiques²" (Korea du Sud, Taiwan)

¹ Ghinăraru, C. C., *Eficiența pieței muncii - Căi și metode de ameliorare a eficienței pieței muncii*, Thèse de doctorat, București, ASE, 1997.

² World Bank, World Development Report 2000/2001.

qui ont connu des étapes de croissance du niveau économique, étapes consécutives, étendues sur des décennies entières (bien sûr, les variations % annuelles du PIB ne sont pas constantes, pas même constamment croissantes, pouvant manifester de grandes différences d'une année à autre, mais elles sont constamment positives), même sans avoir traversé une transition économique.

Peu de temps après l'atteinte de la masse critique, respectivement dans un intervalle de 3 - 5 années, une économie en transition doit atteindre la valeur cumulative 10 à l'échelle de l'indice de libéralisation (les valeurs annuelles sont entre 0 et 1, pouvant être cumulées d'une année à l'autre, créant pratiquement de cette manière une échelle de 1 à 10), ce qui, conventionnellement, marque "la fin de la transition", situation rendue officielle, dans certains cas, par l'attribution (pour les pays qui sont passés ou qui passent par le processus d'intégration dans l'Union Européenne) et par l'obtention du qualificatif d'économie de marché fonctionnelle" ou, autrement dit, d'économie capitaliste dans laquelle les mécanismes essentiels fonctionnent en principe, quoique les structures institutionnelles spécifiques (avec de très importantes conséquences sur le cadre institutionnel des marchés financiers et, donc, sur celui des organismes collectifs de placement représentés par les fonds de retraite) se trouvent encore dans un stade d'évolution incipient.

Pratiquement, pour des économies comme celle de Roumanie, l'atteinte de ce niveau suppose le retour au niveau antérieur à l'entrée dans le communisme. Mais pour des pays comme la République Tchèque¹, par exemple, l'atteinte de ce niveau ne signifie pas du tout l'atteinte du niveau antérieur à celui existant durant la période de la Deuxième Guerre Mondiale, quand le pays était le cinquième pouvoir industriel du monde. C'est donc encore une confirmation du paradigme ravélien de transition. Ce moment peut être aussi associé à l'entrée dans l'Union Européenne (le processus d'intégration étant maintenant unanimement reconnu comme un déterminant majeur du changement et de la réforme économique, y compris en ce qui concerne le temps nécessaire pour atteindre la masse critique), quoiqu'une partie des 10 nouveaux pays membres ait atteint ce niveau avant le moment de leur intégration.

Pour la Roumanie², l'atteinte de ce niveau, respectivement de valeur 10, à été prévue pour l'année 2004, ce qui signifie que, pratiquement, la période optimale de transition, qui est de 8 à 10 années (4-5 ans jusqu' à l'atteinte de la masse critique et encore 3-5 années jusqu'à "la fin de la transition") à été dépassée d' environ 50%, mettant de cette manière la Roumanie dans une position précaire dans l'ensemble économique continental quoique, grâce au niveau plus réduit de développement de notre pays avant l'entrée dans le communisme (à cause de vicissitudes historiques) le retour à ce niveau, en conformité avec le paradigme ravélien de transition, soit plus facile.

¹ World Bank, Czech Republic - Enhancing the Prospects for Growth with Fiscal Stability, A World Bank Public Expenditure Review, 2001.

² Ghinăraru, C., *Evoluția prognozată a principalilor indicatori ai economiei și pieței românești a muncii*, Institutul Național de Cercetare Științifică în domeniul Muncii și Protecției Sociale, 2006.

De ce point de vue, il résulte qu'il y aura encore dans l'économie roumaine, même après le moment de l'intégration du pays dans l'U. E, une tranche d'économie de subsistance génératrice de revenus relativement bas, affectant ainsi la tendance générale vers l'épargne/l'investissement.

Néanmoins, le parcours économique et historique paradigmatiquement réalisé dans le présent chapitre, démontre qu'il y a plusieurs étapes qu'une économie ayant connu la planification centralisée doit parcourir pour pouvoir revenir, d'une part au niveau de développement institutionnel (du point de vue des institutions d'un marché libre) et, d'autre part, pour s'approcher graduellement du niveau de développement courant des pays industrialisés (*occidentaux*, entendant par cela tant l'Europe de l'ouest, que les Etats-Unis et le Canada), à savoir:

L'étape de transition du plan au marché¹, avec le moment de l'atteinte de la masse critique situé idéalement à 4-5 années après le début de la transition. La durée idéale de cet intervalle est de 10 années et, en même temps, durant cette période, la tendance marginale vers l'épargne/l'investissement revient graduellement, plus facilement dans le cas d'une transition linéaire et plus difficilement dans le cas d'une de type "*stop and go*". Les tendances et les évolutions antérieures à l'atteinte du moment de la masse critique sont non répétables et, en conséquence, elles ne peuvent être utilisées pour la prognose ou pour la projection des évolutions prochaines, surtout pour celles à longue durée.

La constitution dans cette période d'organismes collectifs de placement de type *fonds de retraites occupationnels*, a un succès limité. La variable *amarre* de cette période est le taux de l'inflation, la refaite de la stabilité des prix et des mécanismes concurrentiels servant à leur détermination étant essentielle, pour pouvoir ainsi refaire la fonction du prix de signal économique. Ce taux s'établit normativement. Les évolutions qui succèdent à l'atteinte de la masse critique peuvent être prises en considération pour les pronostics et les projections des futurs développements, bien sûr avec les réserves de rigueur.

L'étape de l'économie de marché fonctionnelle (rudimentaire). Cette étape est relativement inexpérimentée mais, en observant - même avec les réserves de rigueur - les évolutions des Etats comme ceux de l'Asie du Sud-est ou l'expérience des Etats entrés plus tard dans l'Union Européenne et qui ont connu eux-aussi une période de "*transition*", même si pour la plupart politique, on peut dire qu'elle pourrait durer approximativement 30 années, mesurées à partir de l'atteinte de la masse critique.

Cette période devrait être caractérisée par une croissance économique quasi-continue, avec des rythmes moyens annuels pour des Etats comme la Roumanie qui dépasseraient 10%, grâce surtout au très grand décalage accumulé durant les 40 années de planification centralisée et donc le fondement extrêmement diminué de ce qui est pris pour point de départ (d'où la possible analogie avec les Etats de l'Asie du

¹ World Bank, Transition, The first ten years-Lessons and experiences from Europe and Central Asia.

sud-est).

Durant cette période, la variable amarre est toujours le taux d'inflation, le maintien de la stabilité des prix pour une longue période, surtout dans le cas des Etats qui ont connu, durant la période de transition, une évolution de type "*stop and go*", donc avec une stabilité des prix prolongée, ceci étant une condition préliminaire pour des gains de stabilité socio-économique (du même type que celles exprimées par l'Indice de Stabilité, une mesure synthétique calculée par Lehman Brother), ce qui entraînerait pratiquement des accroissements de la productivité et des revenus, d'où une accentuation de la tendance vers l'épargne/l'investissement avec le corollaire d'un développement plus accentué des marchés du capital. Vers la fin de cette période, il se produira des mouvements de "*shifting*", en ce sens que la variable « amarre » deviendra "*l'accroissement économique*", autrement dit, apparaîtront les cycles d'affaires.

A la fin de cette étape, on peut supposer que la Roumanie et les autres pays qui ont connu une expérience semblable, atteindront le niveau de développement et implicitement de train de vie (mis en évidence par l'indicateur PIB/loc., PPC), qui caractérisent aujourd'hui les pays de l'Europe de l'ouest. Autrement dit, il s'agit de l'horizon de l'année 2029-2030.

L'étape de l'économie de marché "mûre" ou sophistiquée, qui pourrait commencer approximativement 30 ans après l'atteinte du niveau d'économie fonctionnelle de marché (nous nous guidons ici d'après l'exemple de l'Espagne et du Portugal, pays que l'on considère à grand-peine comme devenus "*des démocraties mûres*", 30 ans donc après l'effondrement des régimes dictatoriaux).

C'est dans ce stade qu'apparaissent les cycles économiques et se manifeste la première récession plus importante du type de celles qui caractérisent les économies de marché mûres et qui permettent une purification périodique de l'économie des éléments de non-performance, ainsi que le guidage des investisseurs.

La variable *amarre* est l'atteinte économique, la stabilité des prix et surtout le processus concurrentiel de leur détermination étant un objectif atteint depuis longtemps. Les organismes collectifs de placement ont maintenant la possibilité de développer et d'exploiter les opportunités d'investissement. Ils deviennent vraiment une source d'accroissement de la sécurité sociale de la population.

Le portefeuille d'investissement s'amplifie, respectant ainsi un nombre élevé d'opportunités (et bien sûr de risques) qu'offre une économie capitaliste "*mûre*". Un processus de convergence commence alors avec les Etats occidentaux.

La tendance décroissante de la population s'est inversée, celle-ci recommençant sa tendance croissante et tendant probablement à l'atteinte de son potentiel qui en fait n'a jamais été réalisé (à la différence des Etats occidentaux), surtout à cause de l'accident de la planification centralisée. Cette phase commencera probablement après l'année 2030.

Bibliographie:

1. Athanasiu, Al., Bucuresti, *Dreptul Securității Sociale*, Editura Actami, 2006, p.126.
2. International Monetary Fund, World Development Report 2003 - Focus on the Transition Economies.
3. Fultz, E., *Pension Reform in Central and Eastern Europe -Restructuring whh privatization*, Case Studies of Hungary and Poland, Internatinal Labour Office, 2002.
4. Ghinăraru, C. C., *Eficiența pieței muncii - Căi și metode de ameliorare a eficienței pieței muncii*, Teza doctorat, București, ASE, 1997.
5. Ghinăraru, C., *Evoluția prognozată a principalilor indicatori ai economiei și pieței românești a muncii*, Institutul Național de Cercetare Științifică în domeniul Muncii și Protecției Sociale, 2006, lucrare finanțată de Ministerul Educației și Cercetării.
6. World Bank, World Development Report 2000/2001.
7. World Bank, Czech Republic - Enhancing the Prospects for Growth with Fiscal Stability, A World Bank Public Expenditure Review, 2001.
8. World Bank, Transition, The first ten years-Lessons and experiences from Europe and Central Asia.